



Nantes, le 24 juin 2019

Défendre l'avenir des services publics et de ses agent-es c'est défendre un avenir meilleur pour toutes et tous

Les organisations syndicales CGT, FO Fonction publique, FSU, Solidaires de Loire Atlantique affirment de nouveau leur attachement aux valeurs du service public, et au statut de ses agents qui en permettent au quotidien le fonctionnement pour l'accès de tous les citoyens à leurs droits fondamentaux.

Le projet de loi de transformation de la fonction publique, en cours d'examen par le sénat, en s'attaquant au statut de la fonction publique, est un acte de plus dans l'abandon de politiques publiques dignes de ce nom. Fragiliser les personnels, les précariser par le recours accru à des contrats précaires qui facilitent les pressions, les démunir d'une garantie d'impartialité qui prémunit du clientélisme, les soumettre à la polyvalence et à la transférabilité, est une stratégie politique pour rendre impossibles les missions. Réduire les moyens des services publics et de ses agents à peau de chagrin est l'arme trouvée par ce gouvernement dans la continuité des précédents pour justifier ensuite leur privatisation. L'objectif est clair : spéculer sur le patrimoine de ceux qui n'en ont pas. Ce projet de loi a un objectif, mettre fin au statut, celui-là même qui permet aux agents des services publics de remplir leur mission auprès des usagers dans les conditions les meilleures et sans pression de résultats, uniquement calculés en termes d'économie sur le dos des plus fragiles.

Le démantèlement d'un service public égalitaire et protecteur est à l'œuvre dans nombre de secteurs aujourd'hui en lutte : éducation, hôpitaux, EHPAD, petite enfance, finances publiques, transports, sport, ... Les agents qui y travaillent, titulaires et précaires, sont malmenés et déconsidérés, et leurs conditions de travail dégradées. A la veille du rendez-vous salarial du 2 juillet 2019, nos organisations exigent une politique salariale qui reconnaisse davantage le travail, les qualifications et l'engagement professionnel de toutes et tous les agent-es, ainsi que l'augmentation du point d'indice. Elles soulignent leur attachement aux instances actuelles de dialogue social qui permettent aujourd'hui de les protéger. Leur suppression risque d'entraîner une gestion opaque et priver les personnels de recours contre l'arbitraire.

L'intersyndicale CGT, FO Fonction publique, FSU, et Solidaires de Loire Atlantique appelle à un rassemblement le jeudi 27 juin à 12h00 devant la préfecture afin de rappeler leur opposition à la loi de transformation de la fonction publique, et aux démantèlements, appauvrissement voulu et privatisations des services publics. Elle invite tous les personnels et usagers mobilisés dans les secteurs en lutte à rejoindre ce rassemblement.